

Perception du public sur le dopage en 2010

Patrick MIGNON

**Directeur du laboratoire de sociologie de l'Institut national du sport,
de l'expertise et de la performance**

La question de la perception du public pose deux difficultés. La première est d'ordre méthodologique : comment peut-on connaître l'état de l'opinion ? La seconde est relative aux moyens de s'appuyer sur l'opinion pour lutter contre le dopage. Or l'opinion est divisée, mais aussi profondément ambivalente sur la question.

L'opinion publique recouvre des notions très disparates. On peut recueillir sur la question des données directes. En 2008, un sondage a été consacré par TNS Sofres à la place du sport en France : 54 % des Français considèrent que le dopage est « *un problème* » pour le sport, après l'argent. Mais qu'est-ce que ce problème ? Nous ignorons s'il s'agit d'un problème moral, de santé publique...

De manière générale, les enquêtes et analyses effectuées à l'INSEP montrent que le plaisir, la détente et la santé sont les trois principales motivations de l'activité sportive, bien loin devant la compétition ou le dépassement de soi. Il s'agit d'une manière indirecte d'apprécier comment les Français considèrent la question du dopage. Toujours de manière indirecte, nous pouvons remarquer que depuis 30 ans, les activités physiques qui se développent le plus se situent en dehors du cadre compétitif, comme les sports de nature ou de détente. Les français développent donc des activités physiques éloignées des tentations de recours au dopage.

D'autres indicateurs sont plus difficiles à manier. Le Tour de France est au quatrième rang des événements sportifs les plus importants aux yeux des Français. Dans le même temps, nous savons que les deux tiers des personnes interrogées ne considèrent plus le cyclisme comme un sport crédible. Et pourtant, les spectateurs se pressent sur les routes pour voir les sportifs. Un sondage sur la perception du dopage en Europe, publié par L'Equipe, montre que 90 % des personnes interrogées considèrent le cyclisme comme le sport le plus touché par le dopage. 45 % d'entre eux pensent que le dopage est banalisé, 40 % sont déçus mais non surpris par le dopage. Nous relevons donc des contradictions entre les opinions sur cette question. 80 % des personnes interrogées sont favorables à la lutte contre le dopage, mais 71 % le considèrent comme une fatalité. 60 % considèrent que l'on parle trop du dopage, et la même proportion estime que les cyclistes restent des champions. Globalement, ces sondages sont marqués par le doute sur la performance.

Comment comprendre ces tensions ? Ces opinions sont un mélange de cynisme, de réalisme et d'idéalisme. Ces contradictions peuvent s'expliquer par l'habitude : tous les ans, nous attendons le Tour de France, depuis des décennies. L'attente joue également un rôle : nous attendons des exploits.

La question du dopage est appréciée par rapport au statut du champion. Il s'agit d'un héros, prêt à tous les sacrifices, mais également d'un homme ordinaire, qui exerce un métier pénible. On peut alors comprendre qu'il ait recours à des substances rendant ce travail moins pénible. Comment le condamner, lui retirer notre affection ?

L'opinion publique relativise : pourquoi le sportif n'aurait-il pas recours à certains adjuvants pour son travail, alors qu'artistes et personnes publiques ont très largement recours à des formes de dopage ? De plus, une société de performance est une société qui recourt au dopage. Pourquoi, alors, rejeter les sportifs et réserver notre admiration à des personnes dont les pratiques sont équivalentes ? Voici un autre argument : le cyclisme est un sport populaire, apprécié et pratiqué pendant très longtemps par les classes populaires. Il y a donc une forme d'injustice sociale à attribuer au cycliste l'ensemble des tares qui affectent le sport.

Monsieur SIEVEKING a mis l'accent sur cette stigmatisation. Pourquoi le sportif serait-il l'objet de restrictions de ses libertés dans l'exercice de son travail ? L'opinion publique porte des regards différents en fonction des segments de la société et des problèmes. Des reproches sont adressés aux fédérations ou aux autorités : comment vouloir à la fois la performance et la modération ? Enfin, l'opinion publique assiste à un jeu du gendarme et du voleur, dans lequel le rapport de forces est défavorable au gendarme. Dans ces conditions, les faveurs de l'opinion publique vont bien souvent au voleur, ou à Guignol.

Faut-il alors changer l'opinion publique ? Cela est bien difficile, sauf à « *dissoudre le peuple pour en élire un autre* », d'après le mot de Bertolt BRECHT. Relevons également que les sports sont mortels : le public du cyclisme vieillit et pourrait disparaître, comme d'autres sports avant lui. Le développement des activités de détente, le refus de la compétition et de l'encadrement pourraient également éliminer les tentations de recours aux produits dopants.

Le développement durable pourrait modérer les enjeux liés au sport. Nous pouvons placer nos espoirs dans une meilleure éducation à la santé, une meilleure information du public pour faire évoluer la perception du dopage vers un problème de santé publique. L'attitude des médias peut jouer un rôle important. Les instances régulatrices peuvent également faire des progrès dans la lutte contre le dopage, comme le montrent les interventions à propos de la collaboration entre les instances régulatrices évoquée tout à l'heure.

L'opinion publique est ce qu'elle est, diverse et contradictoire. Les idées vont et viennent, suivant le sens du vent. Le sport comme spectacle relativise et met de côté ces préoccupations, qui sont légitimes, et rend l'opinion quelque peu myope à l'égard du dopage.

Questions-réponses avec l'amphithéâtre

Professeur Michel RIEU

En tant que sociologue, vous observez une société de la manière la plus objective possible. Le phénomène du dopage a changé de dimension dans les années 90 : nous sommes passés du bricolage à un système de trafics.

Je ne m'étonne pas que les autorités policières aient parfois été saisies : nous sortons du cadre du sport. Nous n'insistons pas suffisamment sur le fait que le dopage est une tricherie, l'équivalent de

l'antisèche et du bourrage d'urnes. Le public est dupe d'un spectacle faussé. Enfin, il pourrait être intéressant de savoir si des parents accepteraient que leur enfant se dope. Le seul modèle du minime, du junior ou de l'amateur est le sportif de haut niveau. La lutte contre le dopage a donc des implications dépassant le cadre du sport.

Patrick MIGNON

Ce qui paraît aller de soi, dans une perspective rationnelle d'équité ou de santé publique, est contrebalancé depuis les origines par la place du sport dans la société. Le cyclisme me paraît faire partie de ces sports dotés d'une culture bien ancrée qui se trouve aujourd'hui menacée. Nous sommes passés à un niveau de dopage industriel. Je vous rejoins sur ce point. L'opinion publique est partagée entre un vieux fonds anti-gendarmes qui emprunte à Guignol et les nouveaux enjeux liés au dopage. Dans la culture populaire, la triche a une forme de statut dont procède le catch : c'était l'arme du faible.

Dans certaines pratiques de loisir, l'objectif n'est pas de terminer premier mais de finir la course, de tenir son rang, comme dans le cas du vélo ou du marathon. Le problème relève alors des relations sociales.

Concernant l'attitude des parents, je n'ai connaissance d'aucune étude. Ceux-ci ont tendance, comme nous le savons, à « pousser » leurs enfants. Cela implique-t-il une facilitation des pratiques dopantes ? Il est difficile de le dire.